

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 27/01/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BASF AGRI PRODUCTION SAS**

ZI Lyon Nord - BP 73  
69730 Genay

Références : UDR-CRT-26-15-HD  
Code AIOT : 0006104000

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement BASF AGRI PRODUCTION SAS implanté RUE JACQUARD Z.I. LYON NORD 69730 Genay. L'inspection a été annoncée le 12/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection, concomitante à l'exercice de sécurité civile conduit par la préfecture en collaboration avec le Service Départemental-Métropolitain d'Incendie de Secours (SDMIS), vise à tester l'organisation de l'exploitant pour gérer les situations d'accident.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BASF AGRI PRODUCTION SAS
- RUE JACQUARD Z.I. LYON NORD 69730 Genay
- Code AIOT : 0006104000

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site BASF Agri-Production de Genay classé Seveso seuil haut a une double vocation : il effectue la formulation par simple mélange et le conditionnement de produits phytosanitaires (insecticides, fongicides et traitement de semences). C'est également le principal centre de stockage et de distribution de produits phytosanitaires pour la France.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Plans d'urgence

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Ci dessous la chronologie des actions réalisées lors de l'exercice de sécurité intéressant la thématique de cette inspection :

- 8h20 : Départ de Feu galerie G01Sud (chariot élévateur)
- 8h27 : Réception de l'alarme sur la centrale incendie et demande de levée de doute par le gardien
- 8h28 : Déclenchement de la sirène d'évacuation et rassemblement des salariés au point de rassemblement
- 8h29 : Le gardien appelle les pompiers via la ligne téléphonique rouge pour informer du départ du feu sur le site
- 8h35 : 7 ESI (Équipiers de seconde intervention) engagés sur le terrain
- 8h45 : Constitution de la cellule de crise avec attribution des rôles (Directeur des Opérations Internes (DOI), Responsable d'intervention, Secrétaire, Cellule exploitation, Cellule Utilités, Cellule Communication, Accueil)
- 8h46 : Fermeture des vannes de barrages
- 8h53 : Déclenchement du robot d'appel Cédralis (voisinage proche dont Univar et Coatex)
- 8h53 : Arrivée des premiers moyens du SDMIS
- 8h56 : La Cellule Communication appelle la DREAL et la Préfecture
- 9h01 : Propagation du feu à C08
- 9h08 : Arrivée de moyens supplémentaires du SDMIS
- 9h20 : La Cellule Communication appelle SOCOTEC pour mettre en place les premiers prélèvements environnementaux sur demande du DOI
- 9h23 : Arrivée du chef de colonne du SDMIS et installation du PC de commandement à l'extérieur
- 9h30 : Point de situation avec la DREAL et la préfecture
- 9h45 : Extension du feu à D03 et propagation à D04, défaillance du système mousse haut foisonnement, information de la DREAL (point situation + état des stocks)
- 9h56 : Le DOI fait le point avec le SDMIS et la préfecture. Il s'interroge sur le passage en PPI
- 10h25 : réponse de SOCOTEC par courriel qui prévient de son arrivée sur site à 11h10
- 10h25 : Déclenchement PPI par le préfet
- 10h30 : Prélèvements environnementaux par SDIS : détection de particules fines
- 10h55 : Feu stabilisé, plus de propagation
- 11h10 : Fin exercice

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Plan d'opération interne – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois
3	Plan d'opération interne – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois
4	Plan d'opération interne – Contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'opération interne – Contenu	Code de l'environnement du 11/08/2025, article Article R.512-69	Sans objet
5	Etat des matières stockées.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan d'opération interne élaboré et mis en œuvre par l'exploitant lors de cet exercice répond en grande partie aux objectifs visés à l'article L515-41 du code de l'environnement.

Nonobstant, cette visite a permis d'établir plusieurs constats nécessitant une action de la part de l'exploitant :

- L'exploitant complète son POI pour répondre à l'ensemble des exigences de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014 et intégrer tous les scénarios étudiés dans son EDD révisée de 2025,
- L'exploitant s'assure que les prélèvements conservatoires immédiats qu'il met en œuvre lui permettent de déterminer les produits émis et la signature chimique des matériaux pris dans le feu, à défaut, il complète son plan d'opération interne.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan d'opération interne – Contenu**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/08/2025, article Article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alerte
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b>  A 8h28 l'alarme incendie retentit sur le site, à 8h45 le POI est activé et le PC exploitant gréé. L'exploitant a appelé la DREAL pour prévenir de l'incident à 8h56. Les numéros d'appel figurant dans le POI sont celui de l'inspecteur en charge du suivi du site et celui de l'astreinte de la DREAL et doivent être mis à jour.  L'inspection des installations classées (IIC) considère que la prescription est respectée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u>Observation n°1 :</u> L'inspection prendra contact avec l'exploitant pour mettre à jour les numéros d'appel d'urgence de la DREAL.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Plan d'opération interne – Contenu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Articulation POI-PPI
<b>Prescription contrôlée :</b>  DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 [...] <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p>
<b>Constats :</b>  Les dispositions sus-mentionnées ne figurent pas dans le POI du 20/08/25. D'après la <i>circulaire du 12/01/11 relative à l'articulation entre le plan d'opération interne, l'intervention des services de secours publics et la planification Orsec afin de traiter les situations d'urgence dans les installations classées</i> , si l'exploitant estime nécessaire la mise en œuvre du dispositif Orsec/PPI, il adresse au préfet une demande formelle en ce sens, cette demande doit être motivée et préparée dans le POI.

Durant l'exercice l'exploitant a échangé avec les pompiers et la préfecture concernant l'activation du POI sans apporter les éléments essentiels concernant le phénomène dangereux étudié dans l'EDD se rapprochant le plus de l'accident en cours. (Effets thermiques et effets toxiques des fumées).

Au cours de l'exercice l'inspection a demandé à l'exploitant les flux thermiques calculés dans l'EDD pour ce qui concerne l'incendie des dépôts D03-D04. L'exploitant a montré une cartographie du "scénario thermique 3,2 : Incendie des dépôts D03-D04" affichant des effets thermiques sortant du site. Cette information aurait dû conduire l'exploitant à demander l'activation du PPI.

L'inspection constate que la cartographie présentée par l'exploitant est issue de l'EDD d'octobre 2019 alors que dans l'EDD révisée datée du 28/07/25 les zones d'effets de ce même scénario ne sortent pas du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande 1 :

L'exploitant modifie son plan d'opération interne pour répondre aux dispositions formulées à l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Il envoie une version complète et modifiée de son POI à l'IIC dans un délai de 3 mois.

Observation 2 :

L'exploitant s'assure que son POI intègre bien les données de l'EDD révisée de 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Plan d'opération interne – Contenu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

**Thème(s) :** Risques accidentels, Fiches scénario

**Prescription contrôlée :**

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

[...]

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;[...]

**Constats :**

L'Annexe 3.1 du P.O.I présente des « fiches réflexes par zones ». L'inspection constate que l'exploitant a utilisé les fiches réflexes des zones galerie G01 et dépôts D03/A06/D34. Chaque fiche réflexe par zones récapitule les informations suivantes :

- plan de la zone avec localisation des moyens fixes de protection incendie ;

- les risques particuliers relatifs à cette zone (incluant les scénarios de l'EDD 2025) ;
- les quantités de produits susceptibles d'être stockés dans cette zone ;
- la description des moyens de lutte contre un sinistre (protection incendie, rétention...) ;
- les consignes de coupure des énergies et les actions à mener en cas de sinistre.

L'inspection constate cependant que la fiche dépôts D03/A06/D34 ne fait pas référence aux scénarios thermique et toxique associés de l'EDD de 2025 "scénario 3.2 : Incendie des dépôts D03-D04-(DEV)" et "scénario 6.2 : dispersion des fumées toxiques de l'incendie des dépôts D03-D04-(DEV)"

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### Demande 2 :

L'exploitant intègre l'ensemble des scénarios étudiés dans son EDD révisée de 2025 à son POI et complète l'Annexe 3.1.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 4 : Plan d'opération interne – Contenu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prélèvements environnementaux

##### **Prescription contrôlée :**

[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.[...]

##### **Constats :**

L'inspection a vu la stratégie de prélèvements établie par BASF en association avec SOCOTEC nommée « Premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle » annexée au POI. La mise en œuvre opérationnelle de cette stratégie lors de l'exercice a été la suivante :

- l'exploitant appelle SOCOTEC à 9h20
- SOCOTEC répond par courriel à 10h25 : *"Notre intervenant aurait pu être sur site en 1h30"*

(arrivée prévue vers 11h10). Il aurait alors validé avec vous l'emplacement des 3 points de mesure et le point témoin sur la base des 3 scénarios définis dans notre rapport de Stratégie de prélèvements. Les substances à rechercher auraient été ceux listés dans le tableau ci dessous."

Les délais, lieu de prélèvements et substances à rechercher sont conformes à la stratégie exposé dans le POI.

Le guide INERIS concernant la stratégie de prélèvements et d'analyses à réaliser suite à un accident technologique - cas de l'incendie du 09/02/2023 indique : *"les prélèvements conservatoires immédiats sont mis en œuvre dès la phase de suivi immédiat (parfois même pendant la phase d'urgence) en vue de préparer la phase post-accidentelle et de disposer d'informations utiles pour l'interprétation des résultats analytiques. Les prélèvements dédiés à déterminer les produits émis peuvent être optionnels dès lors que la signature chimique des matériaux pris dans le feu est connue (données expérimentales, littérature, retour d'expérience...). En revanche, les prélèvements conservatoires immédiats sont recommandés voire indispensables en cas de doute quant à la nature des substances émises par l'incendie, c'est le cas notamment lorsque la nature des matériaux incendiés est peu connue ou complexe (mélange de matériaux de nature chimique différente, produits de décomposition ou de réaction inconnus) et lorsque les effets de l'arrosage sur les émissions ne sont pas connus."*

Concernant les objectifs des premiers prélèvements environnementaux, l'avis de la Direction générale de la prévention des risques du 1er décembre 2022 relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement, indique : *"Les premiers prélèvements environnementaux doivent ainsi permettre de disposer, dès la phase d'urgence, de résultats d'analyses représentatives permettant de qualifier la signature chimique des émissions liées à l'événement en cours et apporter des premiers éléments (ordre de grandeur) visant à estimer leur impact potentiel."*

L'inspection constate que la stratégie de l'exploitant ne prévoit pas d'effectuer des prélèvements environnementaux à l'intérieur du site. De plus, le mode opératoire pour réaliser les mesures mis en place par l'exploitant ne répond que partiellement à l'objectif susvisé.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### Demande 3 :

L'exploitant complète son analyse, il s'assure que sa stratégie lui permet de disposer de résultats d'analyses représentatives permettant de qualifier la signature chimique des émissions liées à l'événement en cours.

Il met à jour son POI en conséquence.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 :** Etat des matières stockées.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks



**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

**Constats :**

En réponse à la demande de l'inspection l'exploitant a fourni un état des stocks de la Galerie G01 et du dépôt D03.

L'inspection constate que les matières combustibles non dangereuses figurent bien dans cet état des stocks et que les matières stockées peuvent être facilement localisées.

L'IIC considère que la prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite